



## COMMISSION « CCSPL »

### Commission Consultative des Services Publics Locaux

Mardi 24 juin 2025

<b>Présents :</b>	Jacques Jacquenet (Président du SICECO), Luc Baudry, Jean-François Riot, Lionel Houée, Michel Yochum (Union Nationale de la Propriété Immobilière UNPI 21), Michel Mugnier (Bourgogne Énergies Renouvelables BER), Michel Jacques (CTRC de Bourgogne), Monsieur Monneret (Confédération Nationale du Logement CNL 21)
<b>Absents Excusés :</b>	Myriam Chaouni, Claude Verdreau, Hugues Antoine, Jean-Claude Brouillon, Anne Verpeaux, Jérôme Petident, Françoise Plassard (UDAF), Emmanuel Jaspart (Confédération Syndicale des Familles CSF), Guylaine Chapuis (Association Départementale pour l'Information sur le Logement ADIL), Richard Courtot (Union Française des Consommateurs UFC - QUE CHOISIR 21), Marion Chenu (Solidaire pour l'Habitat SOLIHA), Daniel Terraz (SOS FAMILLES EMMAUS), David Demey (Consommation, Logement et Cadre de Vie CLCV), Monsieur Fournier (Les Toits du Cœur de Côte d'Or), François Baulard (Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire CRESS)
<b>Assistaient à la réunion :</b>	Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Bruno Kablitz (Responsable Service technique), Pascaline Fisch (Responsable Cellule Énergie), Marjorie Savet (Assistante Responsable Service technique)

Les Membres de la Commission « CCSPL » se sont réunis le 24 juin 2025, dans les locaux du SICECO. Le Président du SICECO ouvre la séance à 9h30 et remercie les Membres présents.

Au regard du diaporama joint, le présent compte-rendu n'abordera que les observations complémentaires apportées en séance.

### 1 - Adoption du compte-rendu de la réunion du 17 juillet 2024

Le Président demande si le compte-rendu de la réunion du 17 juillet 2024 suscite des observations de la part de l'assemblée.

*La réponse étant négative, le compte-rendu est adopté à l'unanimité.*

### 2 - Actualités

#### Chèque énergie :

##### Bilan 2024:

Le taux d'usage du chèque énergie atteint les 82.2% au niveau national en 2024 (contre 81.1% en 2021). Le chèque énergie n'est plus envoyé en automatique à l'ensemble des bénéficiaires en lien avec la suppression de la taxe d'habitation qui était l'un des critères d'attribution du chèque énergie. Il revient à une partie des bénéficiaires de se manifester sur une plateforme pour demander leur chèque énergie. Pour cette catégorie de bénéficiaires, le taux d'usage est à 50%.

#### Campagne 2025 :

La campagne d'envoi est retardée à l'automne 2025 en lien avec le vote tardif du budget national.

Nouveauté : Les chèques énergie ne permettent plus de payer les travaux de rénovation énergétique.

#### Pacte territorial France Renov'

Le portage de l'animation du dispositif « France Renov' » passe dorénavant par les collectivités locales par signature d'un pacte territorial. Dans ce contexte, la préfecture sollicite les EPCI pour la prise en charge de la partie animation du dispositif « France Renov' » avec une forte inquiétude sur le fait que seuls Dijon Métropole et le Pays Beaunois ont signé un pacte territorial, le reste du département (14 EPCI) se trouve ainsi en zone blanche sur le conseil et l'animation auprès des usagers. Les usagers en zone blanche sont alors renvoyés vers la plateforme nationale.

*M Mugnier (Bourgogne Énergise Renouvelables - BER) indique que la rénovation énergétique des logements est un enjeu fort mais les études sont primordiales pour avoir une action efficace et globale. Il précise que l'aide sur les gros travaux qui étaient bloqués par l'État a été remis en place car les actions globales sont plus efficaces que les petites rénovations sur un seul poste de travaux.*

## **3 - Les Services Publics Locaux**

### **3.1 - Électricité**

Année de référence : 2024

Le réseau haute tension sur le territoire du SICECO reste majoritairement en aérien et est l'un des réseaux les plus vieux de France avec de nombreuses cabines hautes comparativement à d'autres territoires ruraux. L'âge et la qualité des réseaux impact directement la qualité de fourniture aux usagers.

La concession du SICECO présente un temps de coupure moyen de 102 minutes, soit une qualité bien plus médiocre que la moyenne nationale, ainsi qu'une hausse du nombre de clients mal alimentés liée majoritairement à des incidents HTA. La qualité du réseau tend à se dégrader depuis 2018.

Les montants des travaux engagés par ENEDIS sont en augmentation mais sont tardifs. La dégradation de la qualité de distribution a ainsi des conséquences économiques pour les usagers.

#### Réclamations :

Les réclamations ont connu un pic en lien avec la pose des compteurs Linky. Un retour à la normale semblait se dessiner en 2022 autour de 5 réclamations pour 1 000 clients mais qui tend légèrement à augmenter sur les 3 dernières années.

#### Production et Consommation :

La consommation d'énergie reste stable et la production d'énergie est en très forte augmentation.

Le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité est fixé pour 4 ans. Le TURPE 6 (2021-2024) a augmenté de 7,7% en février 2024. Depuis 2025, nous sommes passé sur le TURPE 7 avec une baisse de 1,92% prévues en août. Ce nouveau tarif introduit surtout une systématisation de la différenciation du coût d'acheminement de l'électricité selon les plages horaires et les saisons de façon à inciter tous les usagers à consommer à certains moments (heures creuses en après-midi).

A noter que le TURPE, validé par la CRE, comprend également une régulation incitative du concessionnaire ENEDIS notamment pour améliorer le délai de raccordement. Or le TURPE 7 accorde malheureusement des délais plus longs à ENEDIS dans toutes les catégories.

*La présentation des éléments relatifs au service public de l'électricité étant terminée, la Commission n'émet pas de remarque particulière.*

#### Conclusion :

Les indicateurs de qualité se dégradent tant pour la qualité de fourniture (tension, coupures) que pour les délais de raccordement.

Alors que des investissements massifs sont nécessaires sur le réseau et que de profondes modifications des usages (électrification) et des usagers (augmentation du nombre de producteurs) sont constatés, les moyens dont disposent le concessionnaire et les délais de réactions sont insuffisants alors que l'Etat permet des délais plus longs.

### 3.2 - Gaz

Années de référence : **2023**

GRDF est toujours le concessionnaire unique pour le gaz.

Périmètre :

7 communes ont adhéré à la compétence en 2024 portant à 80 le nombre de communes ayant transféré la compétence au SICECO.

Evolution et consommation :

L'agrandissement du réseau est faible en lien avec les restrictions sur l'installation et l'usage du gaz. Les principaux investissements sont en lien avec le biométhane. De même, la consommation est en forte baisse. Le nombre de branchements improductifs est en hausse. Pour compenser ces baisses de consommation, GRDF a augmenté les coûts d'acheminement. L'une des solutions pour réduire ses coûts seraient de réduire la longueur de réseau, notamment en déclassant une partie du réseau (lotissement sans branchement actif, etc.).

Les méthaniseurs produisent 3% de la consommation de gaz fin 2023. 2 méthaniseurs sont en service sur le territoire du SICECO depuis 2021 : 1 en 2023 et 1 en 2024.

Réclamations :

Le nombre de réclamations est en baisse sur les dernières années, les principales réclamations étant en lien avec la mise en place des nouveaux compteurs gazpar dont la campagne principale est terminée.

Comptabilité :

Le prix d'acheminement du gaz est en hausse depuis plusieurs années (+4% en 2023, +28,5% en 2024 et +6% prévu en 2025) en tarif péréqué.

Il est rappelé que le contrat de concession sera renouvelé pour plus de moitié des concessions en 2027. Le SICECO souhaite regrouper les contrats avec des échéances sur les années suivantes sur le même contrat.

La concession de Champdotre mise en service en 2015 et ne desservant que deux industriels continue d'être rentable.

*La présentation des éléments relatifs au service public de distribution de gaz étant terminée, la Commission n'émet pas de remarque particulière.*

Conclusion :

La distribution de gaz naturel reste très dépendante des volontés nationales de développement de cette énergie et de ces usages (série de décisions défavorables au gaz). GRDF communique facilement ses données et a une bonne surveillance de son réseau mais a une concession déficitaire tant au niveau local que national.

### 3.3 - Chaleur

Réseaux existants :

Un rappel est fait sur l'organisation des chaufferies et leur gestion : les 3 réseaux de chaleur construits par le SICECO sont en régie et administrés indépendamment par un conseil d'exploitation qui donne des avis. Les décisions sont prises par le Comité syndical du SICECO (chaque réseau est indépendant tant au niveau financier qu'organisationnel, avec un prix de vente de chaleur qui lui est propre).

Actuellement, trois réseaux sont en services :

- Bligny-sur-Ouche : le bilan 2024 est à l'équilibre. Pour 2025, le prix de vente pour les abonnés va augmenter de 11 à 13% en lien avec la hausse du prix du bois et la hausse du coût des assurances sur les chaufferies.
- Saulieu : les ajustements des tarifs sur 2024 et la régularisation de facturation de l'année 2023 ont permis de dégager un léger excédent qui compense en partie le déficit des années précédentes. Pour les mêmes raisons, les tarifs de vente vont augmenter pour 2025, mais de manière modérée avec un impact de 1,6 à 4,1% de hausse sur la facturation suivant les bâtiments.
- Fontaine-Française : la chaufferie arrive pratiquement à l'équilibre financier (compensation du déficit d'exploitation de la 1<sup>ère</sup> année lié à une vente de chaleur partielle du fait du raccordement retardé du plus gros consommateur). Comme les autres chaufferies, le prix de vente va augmenter pour 2025. Pour rappel, cette chaufferie est la plus puissante (600 kW de puissance bois) et alimente 4 abonnés (communauté de communes, collège, ADAPEI et Orvitis) sur 8 bâtiments.

### Conclusion :

La mise en service des premiers réseaux de chaleur du SICECO donne des résultats encourageants et conformes aux prévisions initiales, l'intérêt économique, en plus de l'intérêt environnemental majeur, reste avéré malgré les hausses des coûts d'approvisionnement et d'assurance.

### Information :

Le SICECO présente les projets actuellement en cours de développement, tous les 3 étant en phase de Maîtrise d'œuvre, et sur lesquelles la Commission s'est positionnée favorablement lors des réunions précédentes :

- le réseau d'Arnay-le-Duc. Cette chaufferie sera 100% bois, même pour la partie appoint/secours (en granulé bois). Le SICECO ambitionne d'obtenir les CEE 'Coup de Pouce' qui réduirait fortement le reste à charge de l'investissement et donc le prix de vente de la chaleur aux abonnés. La construction est prévue pour la fin d'année 2025.
- un second réseau à Saulieu Centre avec un client majeur, l'hôpital de Saulieu. Cette chaufferie sera la plus grosse avec une puissance de 2 MW qui desservirait 13 bâtiments repartis entre 6 abonnés. Un privé, La Poste, serait raccordé en direct sur le réseau de chaleur.
- le réseau de Pouilly-en-Auxois : la particularité du projet est de se baser sur la chaufferie existante de l'EHPAD pour limiter les coûts des travaux (pas de génie civil).

Pour ces 2 derniers projets, les constructions sont prévues courant 2026 et 2027.

*La présentation des éléments relatifs aux 3 réseaux de chaleur existants et aux 3 réseaux de chaleur en cours de développement étant terminée, la Commission n'émet pas de remarque particulière.*

### Réseau en étude, avis de la Commission :

La construction d'un réseau de chaleur à l'étude est soumis à l'avis de la Commission dans la commune de Précy-sous-Thil.

Cette chaufferie est en cours d'analyse, l'étude de faisabilité a été restituée, la maîtrise d'œuvre pourrait être lancée prochainement. Cette chaufferie sera de petite puissance, inférieure à celle de Bligny-sur-Ouche. L'approvisionnement en bois est prévu avec des producteurs locaux. La chaudière d'appoint est retenue en fioul dans l'étude de faisabilité mais la solution 100% bois sera étudiée en phase de maîtrise d'œuvre. La construction serait envisagée en 2027 pour une mise en service pour la saison de chauffe 2027-2028.

Le raccordement des logements Orvitis reste incertain, la contrainte technique principale étant de traverser une route départementale.

*Les Membres de la Commission prennent connaissance des différents éléments relatifs à ce nouveau projet et émettent un avis FAVORABLE.*

*M. Mugnier (Bourgogne Énergies Renouvelables - BER) demande quelle projection est faite sur les coûts de l'énergie à long terme (20 ans) : il est indiqué que le SICECO est conscient des contraintes sur les forêts et qu'il reste difficile de se projeter au-delà des 20 à 30 ans à venir. L'objectif est de pérenniser ces installations au-delà de la durée d'amortissement des chaufferies. Ces installations sont faites dans les communes ou quartiers non desservis en gaz naturel, sinon les projets ne seraient pas forcément compétitifs. Enfin, le SICECO confirme que pour chaque projet, une projection budgétaire est réalisée sur 20 ans aidant les abonnés à prendre leur décision de raccorder leurs bâtiments au réseau de chaleur.*

## **3.4 - Mobilité (Bornes de charge pour véhicules électriques)**

Le SICECO exploite un patrimoine de **38 bornes** actives à ce jour. Il est rappelé que le déploiement des bornes par le SICECO a été fait pour pallier l'absence d'une offre privée et que 2 communes ont souhaité reprendre leur compétence, une troisième a demandé la dépose de la borne installée sur sa commune.

### Bilan d'utilisation 2024 :

Après la hausse continue sur 2022, le nombre charges a diminué en 2023 mais est reparti à la hausse en 2024 malgré la baisse du nombre de bornes. On constate également une saisonnalité avec une hausse des charges sur la période estivale.

Le bilan d'exploitation est toujours déficitaire malgré la participation des communes sur la maintenance. La tarification reste inchangée depuis 2 ans et le bilan financier s'améliore légèrement grâce à la baisse

des coûts de l'énergie. Il est précisé que l'année 2024 a été ponctuée de nombreuses pannes en lien avec le vieillissement des installations.

Le Schéma Directeur des Infrastructures de Recharges pour Véhicules Electriques abordé lors de la dernière Commission a été validé par la Préfecture courant juin 2025. Ce Schéma a pour objectif de définir le rôle du SICECO et les préconisations de déploiement sur le territoire par tous les acteurs territoriaux.

Le Schéma préconise un fort déploiement de bornes lentes, pour les charges nocturnes notamment pour répondre aux besoins des résidents. Le déploiement des bornes rapides devra plutôt être porté par des opérateurs privés.

*La présentation des éléments relatifs aux installations de recharge des véhicules électriques étant terminée, la Commission n'émet pas de remarque particulière.*

*M. Mugnier (Bourgogne Energie Renouvelable - BER) indique qu'il faut aussi étudier les charges très rapide (150kW) et des charges à domicile qui vont se développer en lien avec la baisse drastique des tarifs d'achat du photovoltaïque privé qui va favoriser d'autant plus l'autoconsommation. M Mugnier aborde également le développement de la batterie virtuelle (stockage fictif d'énergie produite que l'utilisateur peut consommer selon ses besoins au fil de l'année avec un abonnement auprès d'un fournisseur.*

*M Jacques (CTRC) indique qu'il est très cohérent de rester sur le projet initial du SICECO avec les 38 bornes existantes et se limiter à un déploiement raisonné pour laisser la place aux offres privées.*

## **4 - Agenda**

### **Prochaine réunion : juin 2026**

La séance est levée à 12h00. Le SICECO remercie les Membres présents.